

Advisory Committee's memorandum, it should also postpone consideration of the question of repayment of the advances made to the International Trade Organization. Otherwise the Committee, if not guided by any general principle, might take contradictory decisions on the subject.

The CHAIRMAN reminded the Committee that the Interim Commission of the International Trade Organization considered that all the expenses should be borne by the United Nations, whereas the Secretary-General held that they should be borne by the International Trade Organization itself.

Mr. GANEM (France) upheld his point of view that the reimbursement of the advances made to the International Trade Organization should not be discussed before the question of principle. He formally moved the adjournment of the discussion relating to the International Trade Organization. He did not oppose discussion of the question by the Committee, but he did press for the question of principle being discussed first. Neither question was very urgent; as the United States representative wished to have additional information, both could be postponed. When the discussion was resumed, however, it was essential for the Committee to begin by considering the memorandum submitted by the Advisory Committee.

The CHAIRMAN observed that the Committee agreed to the postponement of both questions.

The Committee decided, by 23 votes to 1, with 13 abstentions, that when the discussion was resumed, it would first discuss the question of principle.

The meeting rose at 5 p.m.

HUNDRED AND FORTY-EIGHTH MEETING

Joint meeting of the Fifth Committee with the Joint Second and Third Committee

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Thursday 28 October 1948, at 10 a.m.

The record of this meeting will be found in the Official Records of the third session of the General Assembly, Joint Second and Third Committee, 34th meeting.

Comité consultatif, elle doit aussi remettre à plus tard l'examen de la question du remboursement des avances faites à l'Organisation internationale du commerce; en effet, si elle n'est guidée par aucun principe directeur, la Commission serait peut-être amenée à prendre des décisions contradictoires en la matière.

Le PRÉSIDENT rappelle à la Commission que le Comité intérimaire de l'Organisation internationale du commerce estime que l'Organisation des Nations Unies doit se charger de tous les frais, tandis que le Secrétaire général au contraire est d'avis que l'Organisation internationale du commerce elle-même doit couvrir toutes les dépenses.

M. GANEM (France) maintient son point de vue, suivant lequel le problème du remboursement des avances faites à l'Organisation internationale du commerce ne doit pas être discuté avant la question de principe. M. Ganem propose formellement l'ajournement de la discussion relative à l'Organisation internationale du commerce. Il ne s'oppose nullement à ce que la Commission discute cette question, mais il insiste pour qu'elle examine en premier lieu la question de principe. Cependant ces deux questions ne sont, ni l'une, ni l'autre très urgentes. C'est pourquoi, si le représentant des États-Unis d'Amérique désire un complément d'information, ces questions pourraient être renvoyées toutes les deux. Mais, lors de la reprise de la discussion, la Commission devra absolument examiner en premier lieu le mémorandum présenté par le Comité consultatif.

Le PRÉSIDENT constate que la Commission est d'accord pour renvoyer la discussion de l'une et l'autre questions.

Par 23 voix contre 1, avec 13 abstentions, la Commission décide qu'elle examinera d'abord la question de principe lors de la reprise de la discussion.

La séance est levée à 17 heures.

CENT-QUARANTE-HUITIÈME SÉANCE

Séance commune de la Cinquième Commission avec la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le jeudi 28 octobre 1948, à 10 heures.

On trouvera le compte rendu de cette séance dans les procès-verbaux officiels de la Troisième session de l'Assemblée générale, Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions, 34^e séance.

HUNDRED AND FORTY-NINTH MEETING

Joint meeting of the Fifth Committee with the Joint Second and Third Committee

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Thursday, 28 October 1948, at 3 p.m.

The record of this meeting will be found in the Official Records of the third session of the General Assembly, Joint Second and Third Committee, 35th meeting.

HUNDRED AND FIFTIETH MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Friday, 29 October 1948, at 10 a.m.

Chairman: Mr. L. Dana Wilgress (Canada).

79. Discussion of the United Nations Telecommunications System: report of the Secretary-General (A/676)

Mr. STONER (Chief Communications Engineer) pointed out that, in order that the United Nations might be in a position to continue its international radio-broadcasting functions, frequencies and transmitting facilities were necessary. During the past two years funds for that purpose had been provided in the budget of the Department of Public Information, and facilities had been leased through operational arrangements with certain national radio networks. A composite broadcasting network had been formed, which at present served the great majority of Member States. That was only a temporary solution, however, and could only be considered sound as long as certain national networks had surplus transmitting facilities and frequencies.

He strongly emphasized the need for the United Nations to have its own international radio wave-lengths. The Secretary-General had already taken the administrative and technical action necessary at present to obtain the minimum number of such wave-lengths, and it now remained for the General Assembly to approve, in principle, the two-year old international broadcasting plan, upon which the requisition for wave-lengths had been based. The General Assembly should also reaffirm that the United Nations Radio Division was an active operating unit in the field of international

CENT-QUARANTE-NEUVIÈME SÉANCE

Séance commune de la Cinquième Commission avec la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le jeudi 28 octobre 1948, à 15 heures.

On trouvera le compte rendu de cette séance dans les procès-verbaux officiels de la Troisième session de l'Assemblée générale, Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions, 35^e séance.

CENT-CINQUANTIÈME SÉANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le vendredi 29 octobre 1948, à 10 heures.

Président: M. L. Dana Wilgress (Canada).

79. Discussion sur le Réseau de télécommunications des Nations Unies: rapport du Secrétaire général (A/676)

M. STONER (Ingénieur en chef des communications) fait remarquer que pour être en mesure de continuer à assurer son service international de radiodiffusion, l'Organisation des Nations Unies doit disposer de fréquences et de moyens de transmissions. Pendant les deux années écoulées, des fonds ont été prévus à cet effet dans le budget du Département de l'information; en outre, à la suite d'accords intervenus avec certains réseaux nationaux de radiodiffusion, des installations ont été louées. Un réseau mixte de radio-diffusion a été constitué et procède actuellement à des émissions qui desservent la plupart des pays Membres. Mais ceci n'est qu'une solution provisoire; elle n'est valable qu'aussi longtemps que certains réseaux nationaux disposeront d'une marge supplémentaire de moyens de transmission et de fréquences.

M. Stoner souligne combien il est nécessaire pour l'Organisation des Nations Unies d'avoir ses propres longueurs d'ondes internationales. Le Secrétaire général a déjà pris les mesures administratives et techniques nécessaires pour obtenir l'attribution du nombre strictement nécessaire de longueurs d'ondes, et il appartient maintenant à l'Assemblée générale de donner son approbation de principe au plan de radiodiffusion international, établi il y a deux ans, sur lequel on s'est basé pour demander l'allocation de longueurs d'ondes. L'Assemblée générale doit aussi affirmer à nouveau que la Division de la